

Séance publique du jeudi 6 novembre 2014

Convoqué le jeudi 30 octobre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 6 novembre 2014 à 18H30, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Annie YAGUE.

Absents :

Avis de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'enquête publique relative à la requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Une enquête publique préalable à la DUP et à la cessibilité, a été diligentée par le Préfet du 21 octobre 2014 au 20 novembre 2014, concernant le projet d'ASF, relatif à la requalification environnementale de l'A9 actuelle. Dans le cadre du dossier soumis à l'enquête, un ouvrage de rétention de ruissellement des eaux pluviales a été programmé sur la commune de Montpellier sur un terrain appartenant à la Ville dans le quartier Port Marianne.

La ZAC Port Marianne – Rive Gauche a été créée le 4 février 2008. Cette opération, d'une superficie d'environ 9,6 ha, comprend une zone non bâtie qui permet de faire une transition avec l'A9 existante et qui est affectée à la réalisation d'un parc urbain connecté au réseau de déplacements doux du secteur.

Ce parc, d'environ 1,4 ha de superficie en bordure nord de l'autoroute, est prévu sur un foncier dont une grande partie appartient déjà à la ville (parcelle SC25, domaine privé de la Ville). Il est situé sur une zone dite « de transparence hydraulique » entre le Lez et la Lironde inscrite au PPRI en zone rouge. Cette transparence se prolonge sur le quartier République pour rejoindre le bassin versant de la Lironde.

L'opération Rive Gauche est donc bordée au sud par la « transparence hydraulique » et par l'actuelle autoroute A9. Cette dernière va faire l'objet de travaux de requalification environnementale (réduction du bruit et de la pollution due aux eaux de ruissellement des eaux de surface) parallèlement à la création d'une nouvelle autoroute dite A9b. Dans ce cadre, une enquête publique conjointe portant sur le projet de DUP de l'opération et valant enquête parcellaire est en cours depuis le 21 octobre 2014 jusqu'au 20 novembre 2014.

Dans le cadre de cette requalification, ASF, maître d'ouvrage des travaux, envisage de créer un bassin de rétention dans la transparence hydraulique. Son emplacement ne paraît pas opportun tant du point de vue hydraulique (il n'est pas recommandé de créer des bassins de rétention des eaux dans les zones de transparence) que du point de vue urbain (le parc serait grevé d'un ouvrage de conception à priori très technique). Il pourrait être plus judicieusement localisé au sud de l'A9, dans des terrains maîtrisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les propositions faites en ce sens ont cependant été écartées.

par ASF malgré de nombreux échanges de courriers avec la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient de noter que le dossier soumis à enquête publique ne permet pas, même si les dimensions de l'ouvrage sont données (800 m3), d'apprécier précisément l'opportunité de ce bassin de rétention sur ce site. Le dessin de l'ouvrage, ainsi que son traitement paysager éventuel, n'étant pas précisés. Il existe parallèlement un risque de « volume mort » (eau stagnante) ainsi que de pollution résiduelle, compte tenu de la destination de l'ouvrage (de « traitement qualitatif » des eaux de ruissellement de l'autoroute, qui sont évidemment polluées).

La Ville est favorable au projet de requalification de l'A9, cependant il paraît souhaitable qu'elle se manifeste dans le cadre de l'enquête publique auprès du commissaire enquêteur pour exprimer son opposition à ce bassin de rétention tel qu'il est prévu aujourd'hui, pour des raisons de traitement paysager du secteur, et parce qu'il se situe au sein même de la transparence Lez – Lironde (zone inondable

Elle entend donc faire connaître son opposition à ce projet de bassin de rétention et demander qu'une alternative à ce projet de bassin soit trouvée par le maître d'ouvrage qui est ASF.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du projet de Déclaration d'Utilité Publique de requalification environnementale de l'actuelle autoroute A9, tel que mentionné dans le dossier soumis à enquête publique et de donner un avis favorable à ce projet ;
- de faire connaître l'opposition de la Ville à l'implantation d'un bassin de rétention des eaux de ruissellement, du fait de sa mauvaise intégration paysagère et situé dans la « transparence hydraulique Lez Lironde » au nord de l'autoroute A9 et au sud de la ZAC Port Marianne Rive Gauche dans le cadre de l'enquête publique en cours ;
- de demander qu'une alternative soit trouvée par le maître d'ouvrage des travaux pour une nouvelle implantation de ce bassin, plutôt au sud de l'autoroute A9 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire, et ce notamment auprès du commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique en cours.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'PSA', written over a horizontal line.

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 novembre 2014